

«L'Etat ne peut pas avoir de religion»

GENÈVE A 34 ans, Guillaume Barazzone reprend les clés de la mairie de la Ville de Genève. Le démocrate-chrétien s'oppose au port du voile dans l'administration et milite pour que les fonctionnaires ne puissent pas siéger dans les législatifs

OLIVIER FRANCEY
@OlivierFrancey

A 34 ans, Guillaume Barazzone peut s'enorgueillir d'avoir su mener de front son mandat de conseiller administratif en Ville de Genève et celui de conseiller national. Pour attester ce commentaire, il suffit de constater comment les critiques sur son double mandat se sont raréfiées depuis que le démocrate-chrétien a accédé à la chambre basse en 2013. Successeur de Pierre Maudet à la tête du Département municipal de l'environnement urbain et de la sécurité, l'avocat endossera mercredi son costume de maire de la Ville.

Votre collègue Sandrine Salerno s'est dite ouverte au port du voile dans l'administration. Quelle est votre position sur le rapport que devrait entretenir l'Etat vis-à-vis de la religion? C'est un sujet complexe et délicat. A titre personnel, j'estime que l'Etat et les entités parapubliques n'ont pas et ne peuvent pas avoir de religion, parce que la prestation publique doit être délivrée de la manière la plus neutre possible. Les fonctionnaires en contact avec le public n'ont pas à afficher de signes ostentatoires religieux. Je vais même plus loin: la neutralité doit être aussi politique. On ne devrait pas pouvoir être fonctionnaire et conseiller municipal ou député, pour les mêmes raisons.

Pourtant, un parlement est censé être représentatif de la population. Or, les fonctionnaires en font partie intégrante... Certes, mais il y a aussi d'autres questions institutionnelles qui se posent. Les employés publics élus adoptent des lois ou votent des budgets qui peuvent les concerner directement, parfois sans se récuser. Cela me pose un problème.

Doit-on vraiment légiférer sur la laïcité étant donné la rareté des conflits? Très franchement, il y a très peu de problèmes en pratique qui se posent. Je ne suis pas sûr qu'il y avait urgence à le faire sur cette question.

Toujours dans l'actualité cantonale, vous militez activement pour la traversée du lac, arguant que l'infrastructure pourrait désengorger le centre-ville et concourir à plus de «mobilité douce» dans l'hyper-centre. Le visuel de campagne de l'Entente montre des rues piétonnisées, du gazon verdoyant en lieu



Guillaume Barazzone: «La concurrence est vive entre les villes. Jusqu'ici, Genève a bénéficié de la bonne réputation de la Suisse et développé une marque mondiale. Mais d'autres rêvent d'imiter notre cité.» (SALVATORE DI NOLFI/KEYSTONE)

et place de bitume. N'est-ce pas là une image d'Epinal? Je crois que j'ai prouvé que végétaliser la ville était une réalité. Je suis convaincu que cette traversée permettra d'éviter à des voitures de traverser systématiquement le centre-ville. Elle permettra aussi de favoriser la mobilité douce en ville.

Favoriser la mobilité douce, c'est donc être favorable à l'initiative des Verts «pour des Transports publics plus rapides», non? Le Conseil administratif soutient le contre-projet qui mettra un terme à la guerre des transports. Il permet de hiérarchiser les priorités selon des zones. Plus on s'éloigne de la ville, plus la priorité au transport individuel est favorisée.

«Les fonctionnaires en contact avec le public n'ont pas à afficher de signes religieux»

GUILLAUME BARAZZONE

Que répondez-vous à ceux qui estiment que construire de nouvelles routes ne conduit qu'à créer plus d'offre pour les voitures? Je ne suis pas convaincu par cet argument. Nous n'avons pas construit beaucoup d'infrastructures en ville, et pourtant, le trafic a continué d'augmenter. Cela dit, nous devons évidemment renforcer les offres alternatives à l'automobile.

Autre sujet de votation, municipale cette fois-ci. Votre propre camp, la droite, a décidé de couper près de 7 millions dans la culture. Soutenez-vous cette volonté de réduire la voile? Formellement, la loi m'interdit de prendre position dans cette campagne. Mais il me semble sain de débattre de nos dépenses actuelles afin d'être en mesure de financer, demain, les nouveaux besoins de la population.

Alors prenons de la hauteur. Quelle serait votre politique culturelle idéale? Tous les types de culture doivent être favorisés. Mais dans certains domaines, il faut avoir le courage d'opérer des choix clairs. Je vous donne un exemple très concret: le cinéma. Nous avons sept festivals de cinéma à Genève,

dont six sont subventionnés par la Ville qui touchent autant de budget que Locarno. On pourrait concentrer notre soutien à deux d'entre eux: le Festival du film et forum international sur les droits humains et le festival Tous Ecrans. Nous aurions ainsi plus d'argent et de visibilité à donner à ces manifestations qui apportent une véritable plus-value dans le paysage des festivals suisses et européens.

Elu en Ville de Genève en 2012, vous décrochiez un siège au Conseil national une année plus tard. Pourquoi la chambre basse vous intéressait-elle? Parce qu'il y a toute une série de décisions prises à Berne qui ont des conséquences directes sur ce qui se passe à Genève. Je pense à la réforme fiscale des entreprises ou à la mise en œuvre de l'initiative «Contre l'immigration de masse» qui va poser d'énormes problèmes à notre économie locale tournée vers l'extérieur et à la Genève internationale.

Vous évoquez la réforme des entreprises qui pourrait faire perdre entre 30 et 40 millions de francs à la Ville. Comment conjuguer la défense des intérêts de Genève tout en défendant ceux de votre parti à la chambre basse? Ces positions ne sont pas incompatibles. Parce que, précisément, j'ai soutenu cette réforme autant que je me suis battu pour que la Confédération augmente sa part de rétrocession aux cantons et aux communes. Cette réforme est une véritable opportunité pour Genève et son attractivité.

L'attractivité, c'est l'un des leitmotivs de votre année de mairie... Oui. Mon message sera de dire que Genève doit conserver sa capacité de séduction.

Qu'elle est en train de perdre? Pas pour le moment, mais la concurrence est vive entre les villes. Jusqu'ici, Genève a bénéficié de la bonne réputation de la Suisse et développé une marque mondiale. Mais d'autres rêvent d'imiter notre cité.

N'avez-vous pas plutôt l'impression que Genève s'est reposée sur ses lauriers? Je pense que l'on n'a pas assez anticipé l'essor extraordinaire de notre canton, particulièrement en termes d'infrastructures de transports ou en construction de logements. On le paie cash aujourd'hui. ■